

Comptes rendus

Saul FRIEDLANDER, Kurt Gerstein ou l'ambiguïté du bien. Post-face par Léon Poliakov. 205 pages. Collections Vies et témoignages. Casterman, Tournai 1967.

Quiconque a vu ou lu *Le vicair*e de Rolf Hochhuth connaît de nom le fascinant héros de cette pièce à scandale, Kurt Gerstein. Il restait à écrire sa biographie. C'est ce qu'a réalisé Saul Friedländer, professeur à l'Institut universitaire de hautes études internationales, à Genève, qui au terme de recherches méticuleuses passées au crible de la critique historique la plus exigeante nous représente, dans l'univers démentiel et démoniaque des camps d'extermination hitlériens, le Kurt Gerstein historique sous des traits encore plus hallucinants que ceux que nous avait montré le « théâtre-vérité ».

Écrit dans une langue dépouillée, mais très riche en documents, citations et références, l'ouvrage de Saul Friedländer impressionne surtout par l'opposition entre sa première partie consacrée à *Un Allemand comme tant d'autres* et sa seconde partie intitulée *L'ambiguïté du bien* dans laquelle le lecteur est appelé à suivre la vertigineuse descente aux enfers de l'« espion de Dieu ». Tâchons de résumer aussi fidèlement que possible l'une et l'autre de ces parties.

Kurt Gerstein est né en 1905. Sa famille comptait surtout des fonctionnaires et des magistrats, typiquement allemands par leur respect de l'autorité et leur sens de l'obéissance, qui, comme beaucoup d'autres, accueillirent le national-socialisme avec enthousiasme voyant en lui la seule force capable de redonner à l'Allemagne sa grandeur perdue. Et Kurt Gerstein, bien qu'il fût protestant convaincu et membre militant des Jeunesses évangéliques, adhéra en 1933 au Parti national-socialiste, le NSDAP. Pourtant il mena parallèlement le combat de l'Église confessante contre les initiatives du régime destinées à soustraire les jeunes à l'influence chrétienne. C'est pourquoi il fut exclu du NSDAP, puis emprisonné pendant plusieurs semaines en septembre 1936. De ce fait, il se trouva privé de son travail d'ingénieur des mines au service de l'État et commença alors des études de théologie. Il les abandonna un semestre plus tard pour des études de médecine qu'il délaissa ensuite aussi. Pendant cette période, Gerstein entreprit à l'instigation de sa famille des démarches en vue d'obtenir sa réhabilitation du Parti national-socialiste. Arrêté à nouveau en 1938 sous l'accusation fantaisiste de « menées monarchistes », il passa six semaines et demie dans le camp de concentration de Welzheim, d'où il put sortir grâce à la bienveillance d'un agent de la Gestapo. Démuni de ressources, Gerstein se trouvait en 1939 dans une situation précaire ; cependant, c'est à juste titre que l'auteur écrit : « Rien jusqu'à présent ne semble destiner Gerstein au rôle qui va être le sien.

C'est un Allemand comme bien d'autres, qui n'a pas entièrement échappé aux influences qui marquent l'évolution de la société allemande pendant les années trente. Ses origines, son milieu et son éducation ne l'ont nullement préparé à son destin. Ce qu'il deviendra, des millions d'Allemands auraient pu le devenir également. Mais il resta seul. »

En 1940, à la suite des massacres de faibles d'esprit et d'aliénés, dont sa belle-sœur avait été victime, Gerstein décida de s'engager dans la SS pour vérifier les rumeurs qui couraient alors sur l'euthanasie. Une analyse approfondie des motivations qui le poussèrent à prendre cette effrayante décision révèle, il est vrai, certaines obscurités. Il n'en est pas moins avéré, ainsi que l'a reconnu le tribunal de Francfort, que « ce n'est pas par conviction national-socialiste ou pour apporter son aide au national-socialisme que Gerstein est entré dans les SS », en mars 1941. Nul doute qu'il ait mesuré tous les risques d'une telle entreprise et qu'il ait fait abstraction de sa personne devant l'immense tragédie que représentait pour lui l'assassinat systématique et organisé d'autres hommes, fussent-ils débiles ou malades mentaux.

Sur la base des trois rapports rédigés par Gerstein à la fin de la guerre, des compte-rendus de deux interrogatoires auxquels il fut soumis par les autorités françaises, de sa correspondance privée et de nombreux documents inédits, Saul Friedländer met en lumière la portée universelle d'un témoignage unique en son genre et l'immense difficulté qu'éprouve un homme seul prisonnier d'un régime totalitaire pour alerter ses concitoyens et le monde extérieur, même à l'occasion d'un génocide sans précédent dans l'histoire. Car, après avoir été chargé des installations d'eau potable et de désinfection de camps militaires et de camps de concentration, Gerstein fut associé dès 1942 à la « solution finale » du problème juif, dans les camps d'extermination de Belzec et de Treblinka notamment. Tout en collaborant objectivement à cette sinistre besogne, il s'efforça de la saboter et surtout d'approcher toutes les autorités qu'il jugeait susceptibles de dénoncer celle-ci. C'est ainsi qu'il s'efforça d'informer ses concitoyens et d'alerter les gouvernements alliés ou neutres par l'intermédiaire d'un diplomate suédois en poste à Berlin, de la Légation du Saint-siège dans la capitale du Reich d'où il se fit éconduire, de plusieurs pasteurs protestants allemands et de nombreuses autres personnes. Relevons ici que Gerstein fut seul, avec les juifs de Varsovie, à demander aux alliés de répandre sur l'Allemagne des tracts informant la population des atrocités qui y étaient commises. Tous ces appels restèrent sans écho. C'était l'époque où la Suisse refusait le droit d'asile aux réfugiés dits « non-aryens » et où l'Angleterre, ayant eu la possibilité de faire évacuer d'Europe continentale des juifs par centaine de milliers, y avait renoncé ne sachant « où les mettre ». Ainsi, Gerstein ne rencontra-t-il partout que passivité, voire même indifférence. Son véritable drame fut celui de la solitude, dit le professeur Friedländer ; et Léon Poliakov d'ajouter : « Il n'a pas réussi à arrêter leur massacre (des juifs), à faire alerter son peuple et les autres peuples d'Europe. De quoi s'en est-il fallu ? ... d'une poignée d'Allemands comme lui, mettant chacun son grain de sable dans les rouages de la machinerie exterminatrice ; ou d'une protestation publique de ces pasteurs ou de ces prêtres qui, lorsqu'il s'agissait de juifs se taiseaient tout le long de la guerre, mais qui surent faire renoncer Hitler à son « programme d'euthanasie »... »

On comprend aisément que Kurt Gerstein qui, dans la limite de ses faibles

moyens, avait résisté toute la guerre en remplissant la périlleuse mission qu'il s'était assigné n'ait pas pu survivre longtemps à la fin du III^e Reich. En 1945, son rôle était terminé, tous ses efforts s'étaient soldés par un échec et lui-même était tenu pour hautement suspect par les autorités militaires françaises. Le 25 juillet de cette année, il céda à la tentation du suicide qu'il avait déjà éprouvée devant les victimes juives des nazis. On le trouva pendu dans sa cellule de la prison militaire du Cherche-Midi, à Paris. Condamné à titre posthume par la Chambre de dénazification de Tübingen en raison de « l'inutilité de ses efforts », c'est seulement quinze années plus tard qu'il fut innocenté, à la faveur de la publicité que lui fit *Le vicaire* de Rolf Hochhuth.

Il faut être reconnaissant au professeur Friedländer de nous forcer à poser certaines questions qui restent d'une brûlante actualité. Car, si des charges furent retenues contre Gerstein pour « l'inutilité de ses efforts », n'aurait-il pas logiquement fallu en retenir aussi, à plus forte raison, contre tous ceux qui, en Allemagne et parmi les alliés ou les neutres, ayant eu connaissance de l'extermination des juifs, auraient pu agir mais sont restés passifs ? En outre, et ceci est plus grave encore, ne faut-il pas craindre de voir se reproduire des génocides semblables dans d'autres régimes totalitaires, compte tenu des techniques de conditionnement de l'opinion publique inaugurée par Goebels et tant perfectionnées depuis lors ?

Danièle et Ivo Rens.



René MAURIES, Le Kurdistan ou la mort, 240 pages. Robert Laffont éditeur, 1967.

Etiré de la Méditerranée au Golfe persique, le peuple Kurde est actuellement partagé entre cinq Etats, la Turquie, la Syrie, l'URSS, l'Irak et l'Iran. Héritier d'une grandiose tradition historique attestée par des institutions, une culture et une langue bien vivantes, le Kurdistan, où cohabitent, fraternellement unis musulmans et chrétiens de différents rites, fut promis à l'indépendance, comme l'Arménie d'ailleurs, par le traité de Sèvres du 10 août 1920. Point n'est besoin que nous rappelions ici pourquoi ce traité resta lettre morte au Moyen-Orient ni comment le panarabisme du général Kassem déclencha le 11 novembre 1961 la révolte des Kurdes d'Irak que René Mauries, grand reporter et rédacteur en chef de la *Dépêche du Midi*, à Toulouse, est allé étudier sur place et qu'il décrit fort éloquemment dans l'ouvrage dont nous rendons compte. Tout d'abord, deux mots sur les objectifs de ce mouvement insurrectionnel : Mollah Moustafa Barzani, qui en est le chef incontesté « sait fort bien — écrit l'auteur — que le pankurdisme est désormais une utopie. Il se défend farouchement de l'accusation de séparatisme dont l'accable Bagdad. La malignité occidentale ayant créé des « Kurdistan », il appartient à chacun d'eux de régler ses propres problèmes dans le cadre national où il se trouve imbriqué. D'autant que le Turc et le Persan, indo-européens comme le Kurde, apparaissent l'évolution des temps aidant, des interlocuteurs plus valable que

l'Arabe ». En Irak, c'est donc l'autonomie interne et l'aménagement de l'Etat unitaire en un Etat bi-communautaire que réclame le chef rebelle. Mais la modération de cette revendication n'a pas empêché le Gouvernement irakien d'entreprendre l'écrasement des rebelles et, comme ceux-ci tiennent tout le nord-est du pays riche en gisements pétrolières exploités par l'*Irak petroleum*, l'extermination des populations non-arabes grâce à l'équipement militaire notamment aérien que les grandes puissances tant communistes qu'occidentales n'ont cessé de lui fournir dans une folle surenchère.

Le livre de René Mauriès atteste qu'il est possible à un Etat artificiel, doté d'un pouvoir dictatorial sans assise populaire secoué qu'il est par des coups d'Etat continuels, de poursuivre des années durant un véritable génocide sans émouvoir le monde extérieur. « La justice et la conscience internationale n'existent plus » ... déclara Barzani à l'auteur. Ce dernier, témoin oculaire des massacres au napalm de populations civiles perpétrés par l'aviation irakienne fait sien ce jugement lorsqu'il écrit : « Par tactique politique, ignorance, égoïsme ou désinvolture, la conscience universelle reste sourde à ses appels. L'ONU, elle-même se refuse officiellement à en connaître. Seule, parmi les organisations internationales — Croix-rouge exceptée, qui, épisodiquement, fait parvenir des médicaments et fournitures diverses — réagit, ô sinistre ironie, la Société protectrice des animaux, indignée par les massacres systématiques des troupeaux... » Quant au Pape, il ne daigna pas même accuser réception du message de détresse que lui firent parvenir les Kurdes au nom des 200.000 Chrétiens d'Irak vivant dans 180 villages dont 150 au moins avaient été détruits. Désireux de porter un coup fatal à la rébellion l'armée irakienne entreprit en mai 1966 de s'assurer le contrôle de la route Hamilton grâce à laquelle les Kurdes communiquent avec l'Iran et par lui avec le monde extérieur, mais cette offensive se solda pour elle par une défaite sans précédent lors de la bataille de Ruwanduz dont René Mauriès fut témoin aussi, du côté Kurde bien sûr. A la suite de cet échec, le Gouvernement de Bagdad décida de négocier avec Barzani, auquel il soumit, en juin 1966, un projet d'accord en douze points qu'il fut toutefois impuissant à appliquer en raison de ses extrémistes. L'un des faits majeurs mis en évidence par l'auteur c'est la conspiration du silence ourdie par les agences de presse au sujet du drame Kurde. Ainsi, lorsqu'un pilote irakien Mounir Rofwa, de confession chrétienne, atterrit en Israël le 16 août 1966 à bord d'un Mig 21, dernier modèle, en déclarant qu'il « se refusait à massacrer encore ses coreligionnaires en bombardant les villages du Kurdistan », l'Occident oubliant la motivation de son geste n'en retint que l'intérêt que pourrait présenter la connaissance des caractéristiques et performances de son appareil.

Deux événements récents, intervenus après la parution de ce livre, risquent d'affecter, en sens divers, la situation des Kurdes d'Irak : d'une part, la France a signé avec ce pays, au début de 1968, un accord pétrolier qui la met en concurrence directe avec les pays anglo-saxons, mais en contre-partie duquel elle s'est engagée à lui consentir d'importantes livraisons de matériel militaire. D'autre part, Bagdad fut, une fois de plus, en juillet 1968, le théâtre d'un coup d'Etat au terme duquel le général Kassem fut remplacé par le général El Badr qui décida le mois suivant d'appliquer unilatéralement les douze points du projet d'accord de 1966 et de reprendre les négociations avec Barzani. Ces dernières aboutiront-elles à la paix ou bien donneront-elles au nouveau régime le répit nécessaire pour rééquiper son armée grâce à la France

afin de parvenir à la « solution finale » du problème Kurde ? Voilà ce qu'il est impossible de prédire à la date où nous écrivons ces lignes. *Jan Mazolijn.*



Gilles CARON et F. de BONNEVILLE, La mort du Biafra, 141 pp.
Editions Solar, Paris 1968.

Dans un article consacré aux conflits du XX^e siècle et publié, en août 1968, par la revue américaine « *US News and World Report* », David Wood constate que sur les 128 conflits enregistrés dans le monde depuis 1898, 73 se sont produits depuis le début des hostilités de 1939 et que la proportion des affrontements armés n'a cessé de s'accroître au cours des quatre dernières décennies. Dans cette expansion triomphante de la violence, un nouveau pallier de barbarie aura été franchi par le conflit entre Nigériens et Biafrais qui, au milieu de 1968 avait déjà entraîné la mort de plus d'un million d'êtres humains, victimes civiles pour la plupart de la plus gigantesque entreprise de famine jamais organisée contre un peuple. Par quel chiffre faudra-t-il multiplier le nombre actuel des victimes lorsque s'achèvera cette année anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme ? Voilà ce que nous ne nous hasarderons pas à prédire aujourd'hui.

Il aura donc fallu un million de mort, pour que paraisse le premier ouvrage sur ce génocide, un ouvrage dans lequel le texte de F. de Bonneville est assorti de dizaines de photos prises par Gilles Caron, photos insoutenables d'hommes mutilés, de femmes brûlées vives, d'enfants surtout, les uns mourant d'inanition dans des camps de réfugiés, les autres mourant d'inanition sur les seins vides de leur mère, d'enfants au visage flétri, de vieillard jetant sur le monde un regard hébété par trop de souffrance, un regard hébété qui accuse et condamne non seulement un ennemi implacable mais aussi un système international absurde, une civilisation de l'absurde, la nôtre.

Suivons à présent F. de Bonneville pour retracer brièvement le chemin qui a conduit à ces extrémités de l'horreur. Grande comme deux fois la France, enserrée entre le Dahomey à l'ouest, le Niger et le Tchad au nord, le Cameroun à l'est et le golfe de Guinée au sud, la Fédération du Nigéria, indépendante depuis le 1^{er} octobre 1960 et considérée récemment encore comme un exemple de décolonisation réussie ou comme le joyau africain du Commonwealth, était une gigantesque mosaïque de quelque 250 groupes ethniques. Grosso modo, au nord islamisé et traditionnaliste s'opposait le sud christianisé et progressiste, et particulièrement le sud-est à prédominance Ibo. Que les sudistes, ouverts aux influences extérieures eussent pris une avance irrattrapable sur les nordistes, qu'ils se fussent infiltrés aux postes-clefs des administrations fédérales, qu'ils se fussent insérés dans tous les secteurs économiques et commerciaux des provinces septentrionales elles-mêmes, bref qu'ils apparussent comme les juifs de la Fédération, voilà qui allait irriter les autres ethnies, provoquer l'inévitable révolte des médiocres puis finalement déclencher les pogroms de 1966. A la suite du coup d'Etat militaire du général Ibo Ironsi, le 15 janvier 1966, et de la tentative de centralisation qui en résulta, les populations du nord et de l'ouest réagirent violemment contre ce qu'elles considéraient comme une aggra-

vation de la main-mise ibo sur la Fédération. « Le dimanche 29 mai — écrit F. de Bonneville — 3.000 civils furent égorgés en une seule journée. Les étudiants de l'Université d'Ahmadu Bello furent les plus fanatiques. Les plus organisés. Dès sept heures du matin, ils descendirent dans les rues de Kaduno, brandissant des pancartes sécessionnistes. Les Ibos rencontrés sur leur chemin furent tués, leurs biens pillés ou incendiés. » Un nouveau pogrom eut lieu le 29 juillet 1966, entraînant la mort d'Ironsi, aussitôt remplacé par Gowon, et un troisième en septembre qui atteignit son paroxysme le 29 de ce même mois, portant le nombre des Orientaux massacrés à plus de 30.000. Aussi bien, les deux millions d'Ibos résidant dans le nord et l'ouest de la Fédération prirent-ils la fuite vers la province orientale, peuplée de neuf millions d'Ibos et de cinq millions d'ethnies minoritaires. C'est cette même province dont le gouverneur Ojukwu devait, au terme de négociations infructueuses avec Gowon, proclamer l'indépendance le 30 mai 1967, sous le nom de Biafra. Malheureusement pour le nouvel Etat, son sous-sol contenait de riches gisements notamment pétrolifères auxquels le gouvernement de Lagos était loin de vouloir renoncer. C'est ainsi que le 7 juillet 1967 débuta ce conflit armé entre la puissante armée fédérale fanatisée par l'Islam et les troupes improvisées et sous-équipées d'Ojukwu appuyées par toute la population biafraise pour laquelle l'indépendance est une question de vie ou de mort. Dès le début de la guerre, en effet, « l'ordre est même donné aux soldats fédéraux de tuer tous les mâles âgés de plus de sept ans. Ordre qui sera exécuté avec un tragique excès de zèle », affirme F. de Bonneville. Equipée et ravitaillée par Londres et Moscou, dont — une fois n'est pas coutume — les socialistes se rejoignent ici dans la *praxis*, ainsi d'ailleurs que par des firmes belges et suisses notamment, l'armée fédérale ne tarda pas à priver le Biafra de Port-Harcourt, de ses gisements pétrolifères et de son littoral maritime, transformant peu à peu le réduit rebelle en un immense camp de la mort lente. C'est alors que se posa le déroutant problème du fameux « couloir de la charité » dont s'occupèrent entre autres l'Organisation de l'unité africaine et l'Organisation des Nations unies, et par lequel on espérait pouvoir secourir les populations civiles du Biafra. Voici ce qu'en dit F. de Bonneville : « Les Biafrais l'ont refusé pendant de longues semaines, et n'auraient cédé qu'avec l'assurance qu'aucune main nigérienne ne toucherait la précieuse cargaison. Mais Lagos, ayant une bonne fois pour toutes l'intention d'affamer le Biafra, n'a pas accepté que ce « corridor de la pitié » soit contrôlé par des représentants africains ayant reconnu les sécessionnistes, Méfiance biafraise qui a coûté cher. Méfiance compréhensible lorsqu'on sait que le poison est, en Afrique une arme courante ; lorsqu'on sait que les Nigériens n'ont pas hésité à mélanger de l'arsenic dans les sacs de farine envoyés par bateau, de Lagos à Port-Harcourt ; lorsqu'on sait que les fédéraux n'ont pas hésité à lâcher sur le Biafra plusieurs dizaines de chiens auxquels ils avaient inoculé la rage... »

A la différence de l'extermination des Kurdes, celle des Biafrais, en raison peut-être de son échelle exceptionnelle, a provoqué dans le monde un immense quoique tardif mouvement de solidarité et d'entraide humanitaire où se distinguèrent particulièrement le CICR, la Ligue internationale des sociétés de la Croix-Rouge, la CIMADE, Caritas et le Vatican lui-même. D'autre part, quatre Etats africains, la Tanzanie, la Côte d'Ivoire, le Gabon et la Zambie reconnurent officiellement l'Etat sécessionniste tandis que le général de Gaulle, s'opposant ici encore à Londres, lui manifestait sa sympathie. Néanmoins, l'état

se resserre lentement sur près de quatorze millions de Biafrais qui cherchent désespérément à survivre malgré leur infériorité numérique face à l'un des Etats les plus peuplés d'Afrique, appuyé au surplus par les grandes puissances ainsi que par les pays arabes, des aviateurs égyptiens combattant du côté fédéral.

A la mi-septembre, la conférence de l'OUA siégeant à Alger condamne publiquement la sécession biafraise, au nom du sacro-saint principe de non-intervention dans les affaires intérieures du Nigéria, trop de pays africains sans assise nationale certaine se sentant eux-mêmes menacés de dislocation. Ce faisant les dirigeants d'une bonne partie du Tiers monde, à l'instar de ceux des principaux Etats industrialisés, manifestèrent avec éclat qu'ils se lavaient les mains du principal génocide commis depuis Hitler. *Jan Mazolijn.*



Stéphane JOURAT, Le dernier soleil, 251 pages. Plon. Paris 1968.

Il semble que la mode de la prospective dans tous les domaines doive se traduire dans la littérature par l'apparition d'un genre nouveau, celui des romans de politique-fiction. Après le dernier ouvrage de Robert Merle, dont *Res Publica* a déjà rendu compte, voici un autre roman consacré, lui aussi aux Etats-Unis et au déclenchement de la III^e guerre mondiale. « Ce livre — écrit l'auteur en tête de la bibliographie dont il fait suivre son récit — n'est imaginaire que par extrapolation. Ses données premières figurent dans un nombre impressionnant d'ouvrages et d'articles dont nous ne donnons ici qu'un échantillon. Il nous paraît suffisant pour qu'à partir de lui les esprits curieux de leurs fins dernières s'informent. » L'histoire commence en avril 1971, avec le retour aux Etats-Unis du corps expéditionnaire américain en Asie du sud-est d'où il revient vaincu mais sans gloire. Il s'ensuit une crise économique due à l'arrêt des commandes de guerre. Des émeutes raciales conduites par les anciens combattants noirs éclatent à Watts mais sur une autre échelle qu'en 1965 ; cette fois elles sont réprimées au moyen notamment d'aérosols de gaz lacrymogènes et incapacitants à base surtout de LSD qui frappent de folie une population entière. Néanmoins, la révolte noire fait tache d'huile. Le pasteur Martin Luther King est victime d'un attentat — ceci fut écrit avant son assassinat ! Les réactionnaires, renforcés par l'appoint des militaires revenus du Viet-Nam pleins d'amertume et de rancœur, voient leur candidat l'emporter lors des élections présidentielles de 1972. Et puis c'est l'engrenage fatal des événements qui, par dégradations successives, conduit l'humanité à l'apocalypse nucléaire... Un livre dont on espère qu'il relève de la fiction plutôt que de l'anticipation. *Jan Mazolijn.*



Evolution de l'entreprise et conception de l'Université, collection « L'enseignement universitaire et la préparation des futurs dirigeants », deuxième cahier, Fondation Industrie-Université, Bruxelles, décembre 1967, 82 pages.

Un an après la publication de l'étude réalisée par MM. le professeur Jacques Drèze et Jean Debelle, consacrée à l'analyse des diverses conceptions de l'université, M. G. Deurinck présente ce deuxième cahier, dans lequel le lecteur trouvera la synthèse des débats du groupe qu'a présidé M. E. Plumet.

Ce groupe, dont la composition résulte d'une très large consultation des universités et des entreprises, avait reçu pour mission de réfléchir aux meilleurs moyens de former les dirigeants des entreprises belges dans l'avenir, et plus généralement, les universitaires pour l'industrie. Aussi, en ce qui concerne l'université, l'étude est-elle limitée aux facultés et instituts dont les diplômés ouvrent normalement des emplois dans les entreprises.

Etudiant l'évolution de la société globale (chap. 1) et constatant le rôle de plus en plus important que les entreprises y jouent et auront à jouer afin de participer à son développement, les auteurs soulignent la nécessité de combler le retard en ce qui concerne la formation d'universitaires préparés à la recherche et à la gestion dans les entreprises modernes.

Si dès maintenant toute profession de niveau universitaire suppose une spécialisation, l'université de demain devra former des jeunes hommes et femmes, préparés à se perfectionner de façon permanente au cours de leur carrière.

L'évolution de l'entreprise (chap. 2) et la multiplication des spécialités nécessiteront l'aménagement de la coordination et de la communication dans des formes d'organisation aux structures très différentes de celles d'aujourd'hui.

Les difficultés que les dirigeants et les spécialistes auront à résoudre dans l'entreprise future sont résumées comme suit : réponse à une compétition croissante sur le plan national et international ; réponse à l'évolution explosive des sciences et des techniques ; nécessité de suivre et si possible de précéder la nouveauté par la recherche ou l'utilisation des fruits de la recherche ; enfin sur le plan social : compréhension du destin public de l'entreprise et réponse aux interventions multipliées de l'Etat dans son domaine.

L'évolution de la société et de l'entreprise déterminent les qualités requises des cadres et dirigeants (chap. 3). Outre la compétence technique de nombreuses qualités humaines seront exigées : une forte motivation, de l'adaptabilité, de la conscience professionnelle, une discipline librement consentie, la responsabilité...

Se penchant sur l'utilisation des universitaires, les auteurs notent que les entreprises utiliseront davantage les universitaires comme spécialistes. Mais le diplôme d'études universitaires complètes ne semble pas être nécessaire à l'exercice de fonctions de gestion ou de production journalière, ni à de nombreux emplois de cadres moyens. Une formation universitaire de base, conçue différemment des actuelles candidatures serait pourtant requise.

Les problèmes d'adéquation de la formation actuelle aux besoins de l'entreprise sont étudiés dans un quatrième chapitre. L'enseignement secondaire, l'enseignement universitaire et la formation dans l'entreprise ou à l'initiative de l'entreprise sont successivement examinés.

Le point de vue de l'entreprise pour une nouvelle conception de l'enseignement universitaire fait l'objet du dernier chapitre. Il comprend un plan de formation universitaire fort détaillé, et, considérant que la conquête du diplôme n'est qu'une première étape de la construction intellectuelle, s'étend à la formation continue.

Les propositions des auteurs, quant au plan de formation universitaire, peuvent se résumer dans les points suivants :

- filtration à l'entrée pour éviter l'invasion des candidatures ;
- premier cycle, trois ans, formation de base, aboutissant à un diplôme valorisable dans l'industrie ;
- deuxième cycle, deux ans, formation scientifique : ingénieur civil ou licencié ;
- troisième cycle, durée variable, formation scientifique approfondie et recherche, aboutissant au doctorat ;
- formation permanente dans le cours de la vie professionnelle, l'université assurant ainsi l'entretien de la valeur du diplôme par rafraîchissements périodiques ;
- enseignements complémentaires, initiation à des spécialités et techniques nouvelles ;
- spécialisation, acquisition de connaissances avancées dans un domaine choisi ;
- formation à la gestion et à la direction.

Les tâches de formation ne pourront être harmonieusement réalisées sans une collaboration plus étroite entre l'université et l'entreprise, sans une mise en commun du potentiel scientifique de l'université et de l'industrie, sans une action d'ensemble pour former ceux qui demain forgeront l'avenir.

Jean Schoysman.



**DELEECK H. et al., Vermogensaanwasdeling en investeringsloon.
Een terreinverkenning. Antwerpen, Standaard, 1967, 208 blz.**

Het boek bevat een studie uitgewerkt in opdracht van de Christelijke Centrale van de Houtbewerkeren en Bouwvakarbeiders. Uit de inleiding blijkt dat als co-auteurs te aanzien zijn de heren R. De Bruyn, A. Stommelinck, J.L. Dehaene, J. Ryckbost, F.L.G. Slooff en F. Van Assche.

Er zijn volgende hoofdstukken :

- I. Algemene inleidende beschouwingen ;
- II. Sociaal-economische achtergronden ;
- III. De algemene juridische aspecten van de V.A.D. ;
- IV. V.A.D. en I.L. in enkele nabuurlanden ;
- V. Toepassingsmogelijkheden en — moeilijkheden op economisch gebied ;
- VI. Toepassingsmogelijkheden en — moeilijkheden op juridisch en institutioneel gebied ;
- VII. Synthese en voorlopige balans.

De ondertitel « Een terreinverkenning » valt te nederig uit. Het gaat hier inderdaad om een gedetailleerde studie van verschillende aspecten van de V.A.D. en het I.L. Wel verschilt het karakter van de onderscheiden bijdragen.

Zo is Hoofdstuk IV vanzelfsprekend bijna zuiver informatief. Het gaat hier om een opsomming van feiten, opinies en betrachtingen, die, hoe belangwekkend ook, soms toch ietwat te gecondenseerd dienen te worden weergegeven.

Het juridisch gedeelte (Hs. III en IV) is gedurfd en oorspronkelijk. Toch wordt een stelling niet altijd consequent doorgetrokken. Zo leest men op pagina 60 : ... « aan de werknemer wordt de volledige (theoretische) tegenwaarde van zijn prestaties niet betaald. » Daarin ziet de auteur, en terecht, een grond om de werknemers te laten delen in de winst. Bij de toepassingsmodaliteiten gaat hij echter eisen dat « ... slechts deze ondernemingspartners aanspraken zouden mogen hebben, die gedurende een bepaalde minimumtermijn ... met de onderneming verbonden waren (p. 157) ». De auteur spreekt van een termijn van drie jaar. Wie vlug van werkkring verandert, verlies dus maar zijn aanspraken i.v.m. wat hij eigenlijk te weinig betaald kreeg. Door een dergelijke modaliteit voert men dus een rem in op het personeelsverloop en versterkt men de anciënniteitsbeloning. Is dat wel goed te keuren ?

Hoofdstuk II is gebaseerd op uitvoerig cijfermateriaal. De essentie van de gedachten gang van de auteur kan men echter niet bijtreden. Deze gedachten gang worde vooreerst geïllustreerd door drie citaten :

— « Anders gezegd, op een bepaald punt kan het globaal aandeel van de lonen niet méér verhoogd, ook niet langs de weg der onrechtstreekse lonen, zonder het algemeen economisch evenwicht duurzaam te verbreken. Over de voorwaarden van dit evenwicht en m.n. over de noodzaak van een optimale verhouding tussen arbeidsvergoedingen en kapitaalsvergoeding, zal hier niet uitgeweid worden (p. 37). »

— « Het I.L. en de V.A.D. zijn dus geen besparingen uit lopend inkomen. Zij hebben tot doel een extra-spaarquote te plaatsen boven op het normale inkomen van de loon- en weddetrekkenden (p. 56). »

— « ... een dringend objectief is het herstel van het aanbod van risicodragend kapitaal (p. 50). »

Men vatte dit even samen :

1. er is een wankel evenwicht tussen arbeids- en kapitaalsvergoeding ;
2. dit evenwicht is bedreigd langs de kant van de kapitaalsvergoeding ;
3. men gaat toch aan de arbeid een extra-spaarquote verschaffen.

Vermits de winst in se niet elastisch is, loopt dit uit op een inkringing van de kapitaalsvergroeding. Het risicodragend kapitaal zal dus nog schaarser worden.

Er blijft wel degelijk een tegenstelling bestaan tussen kapitaalverschaffers en werknemers. In Hoofdstuk V leest men ten andere : « Men mag er zich aan verwachten dat de V.A.D. een ongunstige weerslag zal hebben op de beurskoersen der betrokken ondernemingen, omdat zij het perspectief opent van een geringere opbrengst voor de bestaande aandeelhouders. Het cumulatief effect, dat goed gekend is bij de koersbewegingen, zal zich ook hier doen gelden, temeer daar alternatieven niet ontbreken. Inderdaad ingevolge de vrijheid van het kapitaalverkeer, kan de belegger in aandelen zich gemakkelijker oriënteren naar aandelen van buitenlandse ondernemingen, waar de V.A.D. niet of nog niet van toepassing is. In dit verband kan worden vermeld dat het zgn. amendement Vallon de beurs van Parijs in een zeer pessimistische

stemming heeft gedompeld met dalende koersen in een periode van conjuncturele heropleving (p. 145) ».

Dit hoofdstuk lijkt veruit het meest realistische. Op de laatste bladzijde ervan, in voetnota, vindt men de volgende verzuchting :

« Daarom dient dan ook de vraag gesteld of er geen andere formules zijn die de bezitsvorming bij de werknemers institutioneel bevorderen maar gebaseerd op een regeling die afstand doet van de eis tot V.A.D. (p. 150) ».

Anderzijds komt ook in de Synthese en Voorlopige Balans (Hoofdstuk VI) de nuchterheid aan bod : « In deze omstandigheden lijkt er in België, economisch gezien, niet veel ruimte meer te bestaan voor V.A.D. en I.L. (p. 199) ».

Het blijft de grote verdienste van de auteurs dat zij de thema's V.A.D. en I.L. grondig hebben uitgediept. De eerstvolgende jaren dient hieraan niets meer te worden toegevoegd.

W. Van Looy.

